



EUROBAROMETRE

EUROBAROMETRE 73

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

PREMIERS RESULTATS

Terrain : mai 2010

Publication : août 2010

Eurobaromètre standard 73

L'opinion publique dans l'Union européenne

**Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Direction générale
Communication**

**Coordonnée par la Direction générale
Communication**

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debroux, 40
1160 Bruxelles
Belgique

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. APPRECIATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DES EUROPEENS	7
1.1 Examen de la situation économique actuelle.....	7
1.2 Principaux sujets de préoccupation aux niveaux national et personnel.....	9
2. L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS	11
2.1 Soutien et avantages de l'appartenance à l'Union.....	11
2.2 Confiance dans l'Union européenne, le gouvernement national et le parlement national.....	15
2.3 La signification de l'Union européenne pour les citoyens.....	17
3. LES EUROPEENS ET LA CRISE	21
3.1 La crise économique : a-t-elle atteint son apogée ou le pire est-il encore à venir ?.....	21
3.2 L'attitude des Européens à l'égard des réformes.....	24
3.3 Les déficits publics.....	26
4. PERCEPTION DU ROLE DE L'UNION EUROPEENNE DANS LA GESTION DE LA CRISE	29
4.1 L'Union européenne par rapport à d'autres acteurs internationaux	29
4.2 La nécessité d'une coordination plus forte.....	31
5. UNE STRATEGIE POUR LE FUTUR : « EUROPE 2020 »	36
6. LA CITOYENNETE DE L'UNION EUROPEENNE	37
CONCLUSION	40
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	43

Introduction

Cette vague de l'Eurobaromètre Standard a été menée sur le terrain du 5 au 28 mai 2010¹ dans 32 pays ou territoires, à savoir les 27 états membres de l'Union européenne, les trois pays candidats (Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie), l'Islande et la Communauté chypriote turque dans la zone du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Depuis l'éclatement de la crise économique et financière, en septembre 2008, l'Eurobaromètre enregistre un glissement sensible de l'opinion publique européenne, cette crise économique déterminant plus que tout autre facteur les perceptions et les opinions des Européens.

En mai 2010, lorsque ce sondage a été réalisé, les mesures de stabilisation adoptées n'étaient pas encore pleinement opérationnelles. Elles n'ont en effet atteint ce stade qu'en juin. Durant les premiers mois de l'année, la Grèce a été frappée de plein fouet par de graves problèmes budgétaires qui risquaient de se propager à d'autres états membres de l'Union européenne. En juin, les institutions européennes et les pays de la zone euro ont mis en place, avec la participation du FMI, un train complet de mesures destinées à assurer la stabilité financière.

En mai, le taux de chômage dans la zone euro a atteint son point culminant depuis la création de la monnaie unique européenne, à savoir 10 %, contre 9,6 % dans l'ensemble de l'Union européenne².

Tel est le contexte dans lequel l'Eurobaromètre standard a été mené.

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays.

² http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-02072010-AP/FR/3-02072010-AP-FR.PDF

Ce rapport, qui met l'accent sur les résultats enregistrés dans les 27 états membres de l'Union européenne, est divisé en six parties. Dans la première partie, nous procédons à un examen de la situation économique actuelle et à une analyse des principaux sujets de préoccupation des Européens. Dans la deuxième partie, l'image de ce sentiment général est ensuite analysée en termes d'indicateurs mesurant les perceptions et les opinions au sujet de l'Union européenne. La troisième partie met l'accent sur la crise et sa perception par l'opinion publique européenne. La quatrième partie étudie le rôle de l'Union européenne dans la gestion de la crise économique et financière. La cinquième partie se penche sur l'avenir en abordant le soutien public à la stratégie « Europe 2020 » en termes d'importance perçue des différentes initiatives qui la composent. Enfin, ce rapport se termine par un aperçu de la notion de citoyenneté européenne.

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »). Une note technique relative à la méthodologie utilisée pour les entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Cette note précise les modalités d'interviews de même que les intervalles de confiance³.

Le lecteur doit garder à l'esprit que trois types de documents seront publiés pour cet Eurobaromètre standard :

1) Premiers résultats : ils donnent un premier aperçu d'indicateurs de tendance de l'opinion publique européenne sur les principaux sujets étudiés.

2) Fiches pays : la représentation graphique d'une sélection de résultats pour chaque pays ou territoire couvert par l'étude, illustrant la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne.

3) Rapport complet : l'analyse détaillée des résultats de toutes les questions, qui est publiée à un stade ultérieur.

Le site web de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

³ Les tableaux de résultats se trouvent dans l'annexe. Notez que le total des pourcentages pourra être supérieur à 100% quand les personnes interrogées ont eu la possibilité de donner plusieurs réponses à une même question.

Dans ce rapport, les pays sont représentés par leurs abréviations officielles qui sont :

ABRÉVIATIONS

UE27	Union européenne - 27 États membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre*
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
AM	Ancienne République yougoslave de Macédoine**
IS	Islande

* Chypre dans son ensemble est l'un des vingt-sept États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les entrevues réalisées dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY » et comprises dans la moyenne de l'UE27. Les entrevues réalisées dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Les résultats spécifiques pour CY(tcc), HR, TR, MK et IS figurent dans l'Annexe à ce rapport contenant les tableaux de données.

1. APPRECIATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DES EUROPEENS

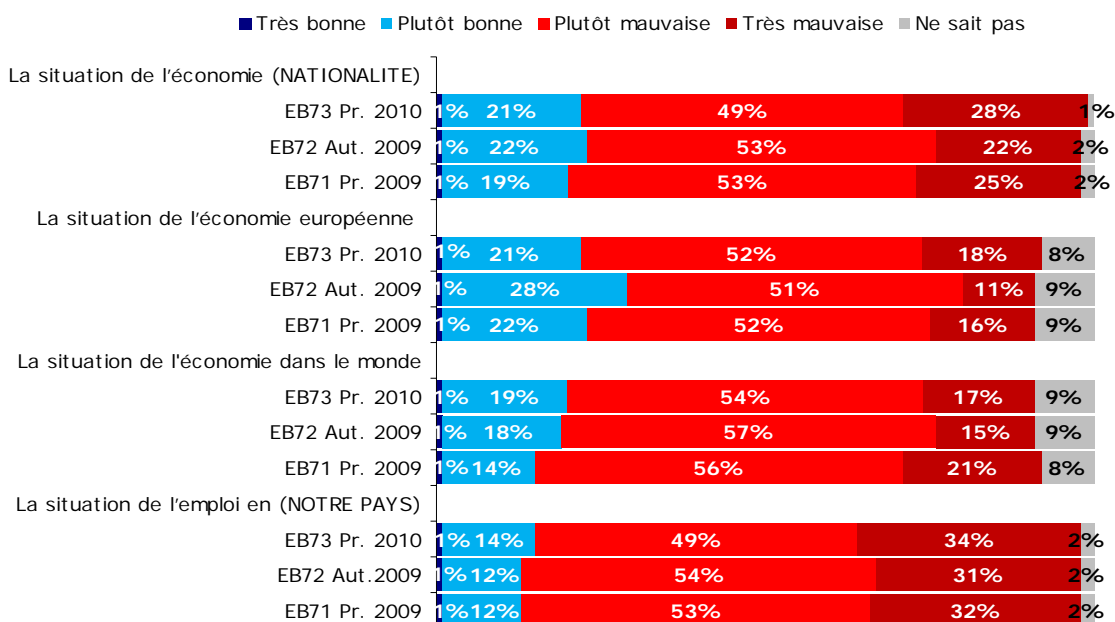
1.1 Examen de la situation économique actuelle

Les Européens sont régulièrement invités à évaluer l'état actuel de l'économie dans leur pays, dans l'Union européenne et dans le monde et à juger la situation de l'emploi dans leur pays⁴.

- Après un rebond passager à l'automne 2009, la confiance dans l'économie s'érode à nouveau -

Malgré la reprise économique - la récession a officiellement pris fin au troisième trimestre 2009⁵, le facteur de méfiance économique⁶ persiste et la confiance publique est aujourd'hui plus faible qu'à l'automne 2009.

QA4. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? - % UE



⁴ QA4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? 1. La situation de l'économie (NATIONALITE). 2. La situation de l'économie européenne. 3. La situation de l'économie dans le monde. 6. La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS). 1) Très bonne 2) Plutôt bonne 3) Plutôt mauvaise 4) Très mauvaise

⁵ Prévisions économiques européennes pour le printemps 2010 (en anglais) :

http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2010/pdf/ee-2010-2_en.pdf

⁶ Ce « facteur » traduit le sentiment positif ou négatif des citoyens à l'égard de l'économie, qui se manifeste à son tour dans leur consommation. Dans ce rapport, le facteur de confiance/méfiance économique a une signification plus vaste et inclut son influence plus générale sur les opinions dans d'autres domaines que l'économie.

Les résultats de l'Eurobaromètre illustrent une analyse plus critique, en ce qui concerne notamment les économies nationales (28 % affirment que la situation de leur économie nationale est très mauvaise, au lieu de 22 % à l'automne 2009) et l'économie européenne (18 % au lieu de 11 %). Les Européens restent toutefois les plus critiques dans leur opinion sur la situation de l'emploi dans leur propre pays, puisque 34 % la jugeant « très mauvaise » (+3 points).

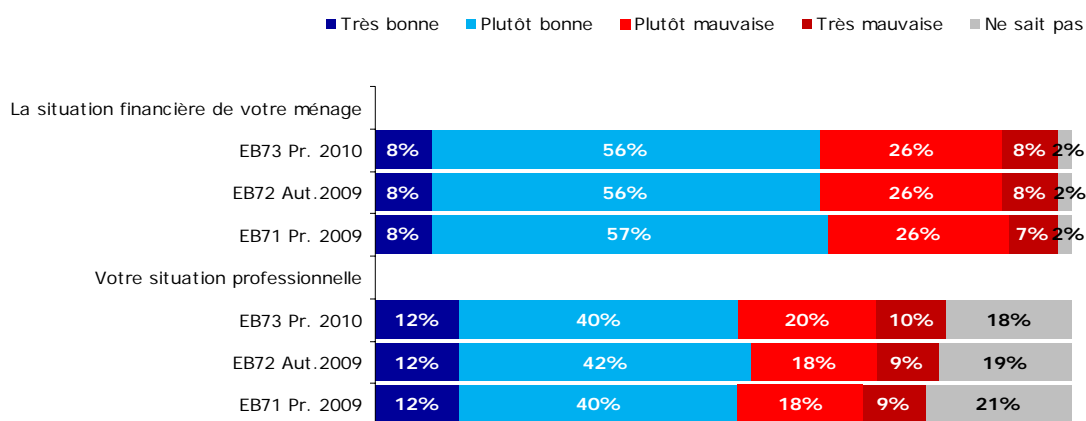
Au printemps 2010, les inquiétudes quant à la dette de la Grèce et au déficit public de plusieurs pays de l'Union européenne ont conduit à une érosion de l'optimisme public sur la reprise économique. Cinq jours après le début du travail de terrain, le 10 mai 2010, les dirigeants de l'Union européenne ont adopté une série de mesures visant à préserver la stabilité financière en Europe, y compris un plan de sauvetage pour la Grèce, l'instauration d'un mécanisme européen de stabilisation et un engagement fort pour l'accélération de la consolidation fiscale⁷.

La confiance des consommateurs a sensiblement reculé au cours de ce mois, aussi bien dans l'Union européenne que dans la zone euro (baisse de 3 points dans les deux cas)⁸.

- La situation économique personnelle des citoyens moins affectée -

Malgré la méfiance à l'égard de la situation économique, une majorité d'Européens restent positifs quant à leur **situation économique personnelle**⁹. Plus de six personnes interrogées sur dix expriment un avis positif sur la situation financière de leur ménage (64 %, taux identique à l'automne 2009) et plus de la moitié affirment que leur situation professionnelle est bonne (52 %, -2).

QA4. Comment jugez-vous la situation actuelle dans chacun des domaines suivants ? - % UE



⁷ Conseil de l'Union européenne :

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/genaff/114339.pdf

⁸ Indicateurs essentiels de la DG ECFIN (en anglais) :

http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/surveys/documents/2010/bcs_2010_05_en.pdf

⁹ QA4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? 4. Votre situation professionnelle 5. La situation financière de votre ménage 1) Très bonne 2) Plutôt bonne 3) Plutôt mauvaise 4) Très mauvaise

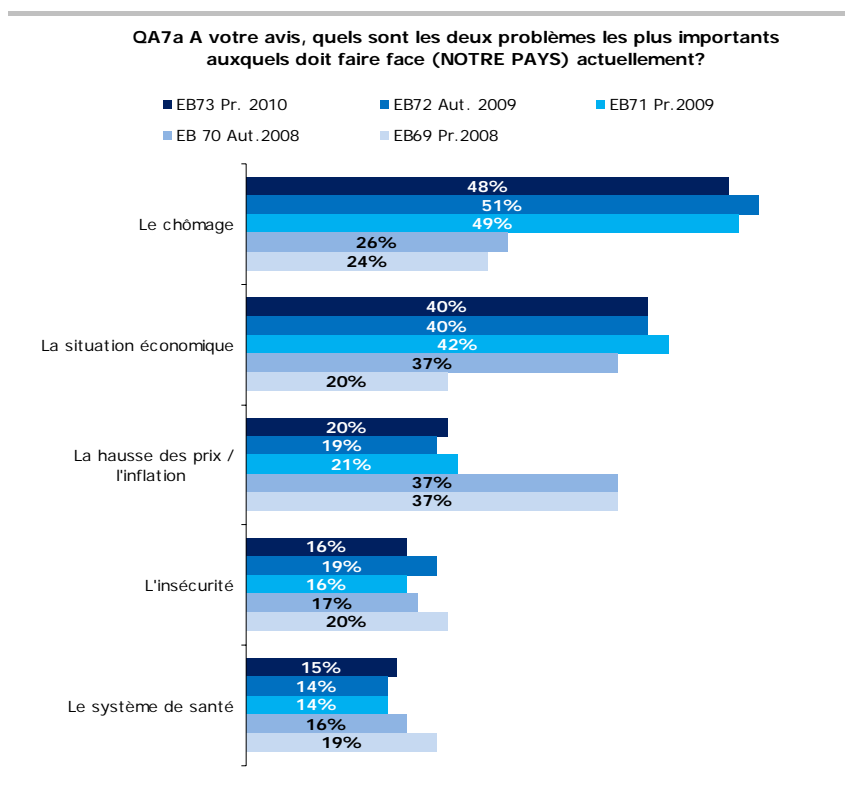
1.2 Principaux sujets de préoccupation aux niveaux national et personnel

- Des sujets de préoccupation sensiblement inchangés, avec un léger recul pour le chômage -

Bien que les Européens continuent d'estimer que le chômage est le problème le plus important auquel leur pays doit faire face, les niveaux d'inquiétude sont légèrement plus faibles aujourd'hui qu'à l'automne 2009 (à 48 % au lieu de 51 %) ¹⁰. Les préoccupations à propos de la situation économique sont inchangées par rapport à l'automne 2009 (40 %).

À l'apogée du sentiment de confiance économique, au printemps 2007 (EB67), l'insécurité et le système de santé étaient presque aussi souvent cités que la situation économique et le chômage parmi les principaux sujets de préoccupation. Lorsque l'état d'esprit a basculé vers la méfiance, l'ordre des préoccupations s'est lui aussi inversé, et à l'automne 2008 (EB70), les deux problèmes les plus souvent mentionnés étaient la situation économique et la hausse des prix/l'inflation.

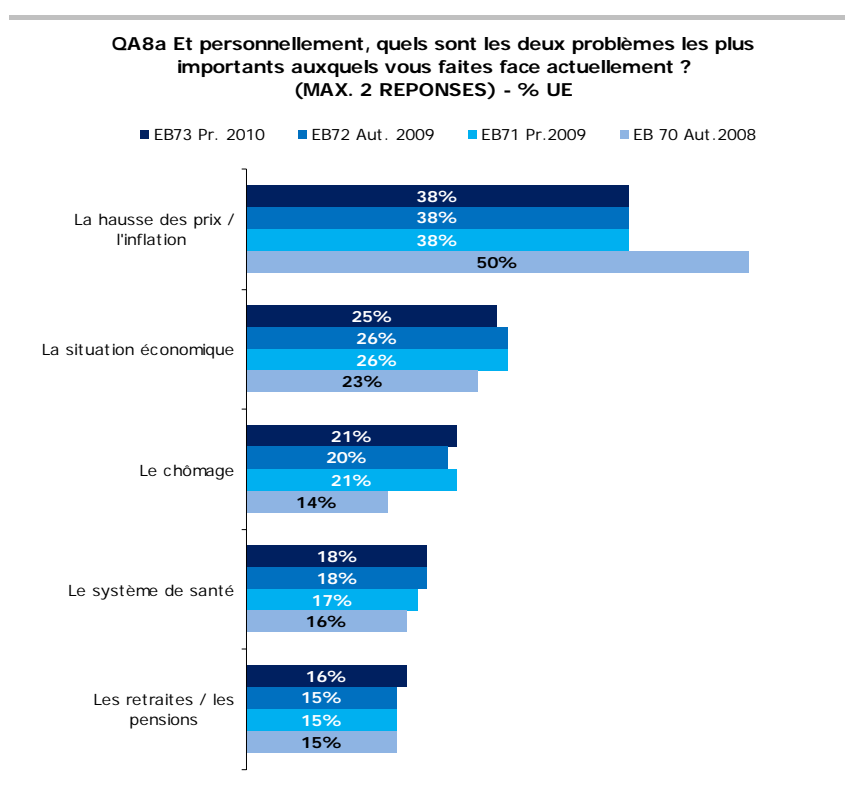
Six mois plus tard (EB71), au plus fort de la récession, l'inquiétude à propos du chômage s'était considérablement aiguisée et les Européens se souciaient essentiellement des questions économiques, jugeant l'insécurité, le système de santé et même l'inflation moins préoccupants pour leur pays.



¹⁰ QA7a À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ? (MAX. 2 RÉPONSES) L'insécurité. La situation économique. La hausse des prix/l'inflation. Les impôts. Le chômage. Le terrorisme. La défense/la politique étrangère. Le logement. L'immigration. Le système de santé. Le système éducatif. Les retraites/les pensions. L'environnement. L'énergie.

- L'impact de la crise transparait toujours dans les préoccupations personnelles exprimées par les Européens -

Ainsi que nous l'avons déjà remarqué, la crise économique exerce un effet moindre sur l'appréciation donnée par les Européens de leur propre situation économique. Ils se soucient moins des répercussions directes de la crise économique sur eux que de ses conséquences pour leur pays dans son ensemble¹¹. Cela ne signifie toutefois pas que la crise n'a pas affecté les préoccupations personnelles. Les résultats du printemps 2010 s'inscrivent dans le droit fil de l'automne 2009 : les inquiétudes au sujet de la situation économique (25 %, -1) et du chômage (21 %, +1) n'ont pratiquement pas changé, tandis que le principal sujet de préoccupation personnel reste l'inflation, au même niveau qu'au printemps 2009, avec 38 % de mentions (50 % à l'automne 2008)¹².



De larges disparités prévalent entre les pays : **l'inflation** suscite une vive inquiétude dans plusieurs Etats membres, ce sujet étant désigné par plus de la moitié des personnes interrogées en Hongrie (57 %), à Malte (54 %), en Autriche (52 %) et en Lituanie (51 %), alors que les pays nordiques se distinguent à cet égard, 20 % des personnes interrogées au plus évoquant l'inflation.

La **situation économique** occupe le premier rang des préoccupations personnelles en Grèce (54 %), en Irlande (41 %) et en Espagne (41 %). Cette réponse est également la plus souvent citée par les personnes interrogées de Lettonie (39 %), d'Estonie (33 %, à égalité avec l'inflation) et du Danemark (24 %), entre autres.

¹¹ QA8a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ? (MAX. 2 RÉPONSES) L'insécurité. La situation économique. La hausse des prix/l'inflation. Les impôts. Le chômage. Le terrorisme. La défense/la politique étrangère. Le logement. L'immigration. Le système de santé. Le système éducatif. Les retraites/les pensions. L'environnement. L'énergie.

¹² Cette question a été posée pour la première fois dans l'EB standard de l'automne 2008 (EB70).

2. L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS

2.1 Soutien et avantages de l'appartenance à l'Union

- Le soutien à l'appartenance à l'Union européenne et ses avantages perçus s'affaiblissent -

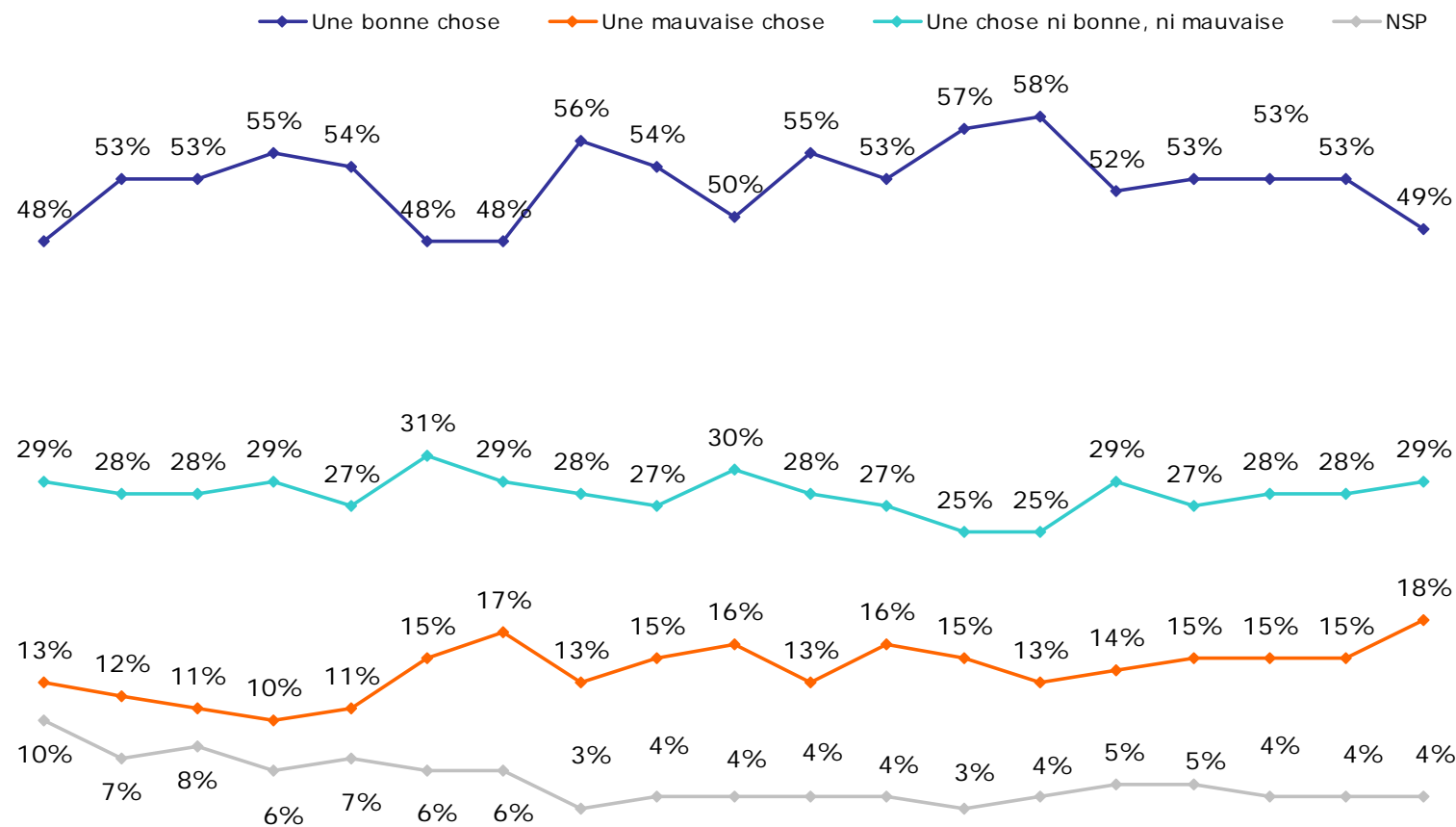
Les interrogations quant à la stabilité de l'euro, dans la foulée de la crise de la dette en Grèce et les craintes d'une éventuelle propagation à d'autres pays, ont apparemment influencé le soutien à l'appartenance à l'Union européenne et les avantages perçus de cette appartenance parmi les Européens. D'après les derniers résultats recueillis, le soutien à l'appartenance à l'Union a reculé à 49 % (-4 points depuis l'automne 2009), se rapprochant des niveaux planchers enregistrés au cours de la dernière décennie. La proportion d'Européens selon lesquels l'appartenance de leur pays à l'Union est une mauvaise chose se situe aujourd'hui à 18 % alors qu'elle était de 15 % à l'automne 2009¹³.

Les avantages perçus de l'appartenance à l'Union ont suivi une tendance similaire : 53 % des Européens pensent que, l'un dans l'autre, leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union (-4), tandis que 35 % estiment qu'il n'en a pas bénéficié (+4)¹⁴.

¹³ QA9a D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est... ? 1) Une bonne chose 2) Une mauvaise chose 3) Une chose ni bonne, ni mauvaise

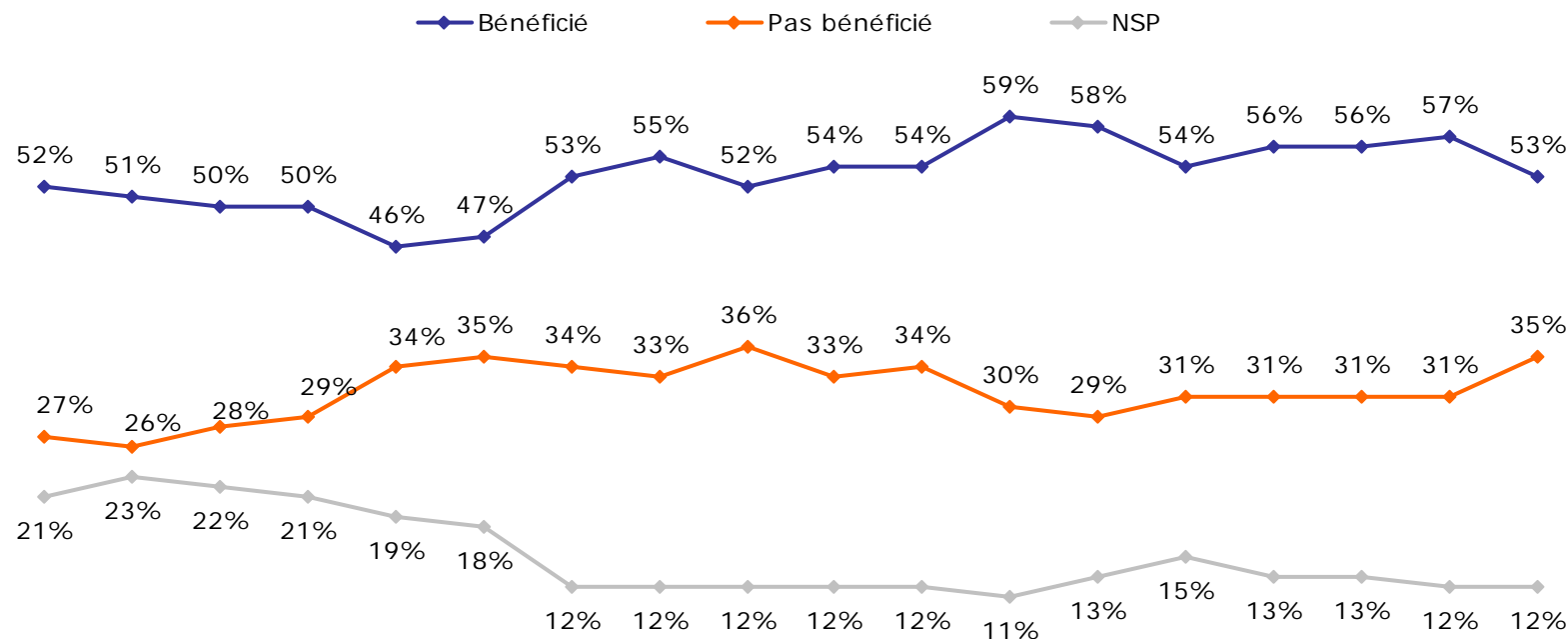
¹⁴ QA10a Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

QA9a D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ? - % UE





















Pr.2001	Aut.2001	Pr.2002	Aut.2002	Pr.2003	Aut.2003	Pr.2004	Aut.2004	Pr.2005	Aut.2005	Pr.2006	Aut.2006	Pr.2007	Aut.2007	Pr.2008	Aut.2008	Pr.2009	Aut.2009	Pr.2010
EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB 69	EB70	EB71	EB72	EB73

QA10a Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? - %UE



Aut. 2001	Pr. 2002	Aut. 2002	Pr. 2003	Aut. 2003	Pr. 2004	Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009	Pr. 2010
EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71	EB72	EB73

Les seuls pays où l'opinion publique est aujourd'hui plus positive pour ces deux indicateurs sont la Hongrie et la Lettonie et, dans une mesure légèrement moindre, Malte et la Pologne.

QA9a D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ? -% "Une bonne chose"				QA10a Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? -% "Bénéficié"			
	EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010- Aut.2009		EB72 Aut.2009	EB73 Pr.2010	Diff. Pr.2010- Aut.2009
 UE27	53%	49%	-4	 UE27	57%	53%	-4
 HU	34%	38%	+4	 HU	38%	44%	+6
 LV	23%	26%	+3	 LV	37%	41%	+4
 MT	45%	47%	+2	 PL	74%	77%	+3
.
.
 DE	60%	50%	-10	 CY	50%	42%	-8
 EE	62%	52%	-10	 DE	57%	48%	-9
 SI	50%	39%	-11	 EL	71%	61%	-10
 CY	46%	33%	-13	 PT	64%	54%	-10
 EL	61%	44%	-17	 RO	66%	56%	-10

Alors qu'une série de mesures ont été prises à l'échelle européenne pour stabiliser le système financier, dont un mécanisme financier d'une valeur de 750 milliards d'euros et plusieurs mesures spécifiques destinées à consolider la santé financière de la Grèce, l'étude - qui a été réalisée à un moment où ces mesures n'étaient pas encore pleinement opérationnelles - enregistre la plus forte baisse du soutien à l'appartenance à l'Union européenne en Grèce (-17 points). La proportion de personnes interrogées qui pensent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union recule nettement en Grèce (-10). De même, une diminution substantielle peut être observée pour les deux indicateurs à Chypre (-13 et -8) et en Allemagne (-10 et -9).

Pour la première fois, l'enquête a également été menée en Islande. Le 24 février 2010, la Commission européenne a rendu son avis sur la candidature de l'Islande à l'adhésion à l'Union européenne¹⁵. Les deux années écoulées ont été difficiles pour ce pays. Emporté par la crise financière mondiale, son système bancaire s'est effondré en octobre 2008, entraînant de graves conséquences économiques et sociales. La crise a provoqué une forte contraction de l'économie, une situation particulièrement pénible pour la population et un enchaînement de rebondissements politiques.

L'étude révèle que le soutien public en faveur de l'appartenance à l'Union européenne est plutôt limité en Islande : seuls 19 % des personnes interrogées de ce pays pensent que l'adhésion serait une bonne chose et 29 % que leur pays bénéficierait de son appartenance à l'Union. Pour le moment, les personnes interrogées en Islande sont donc plutôt réticentes à rejoindre l'Union européenne.

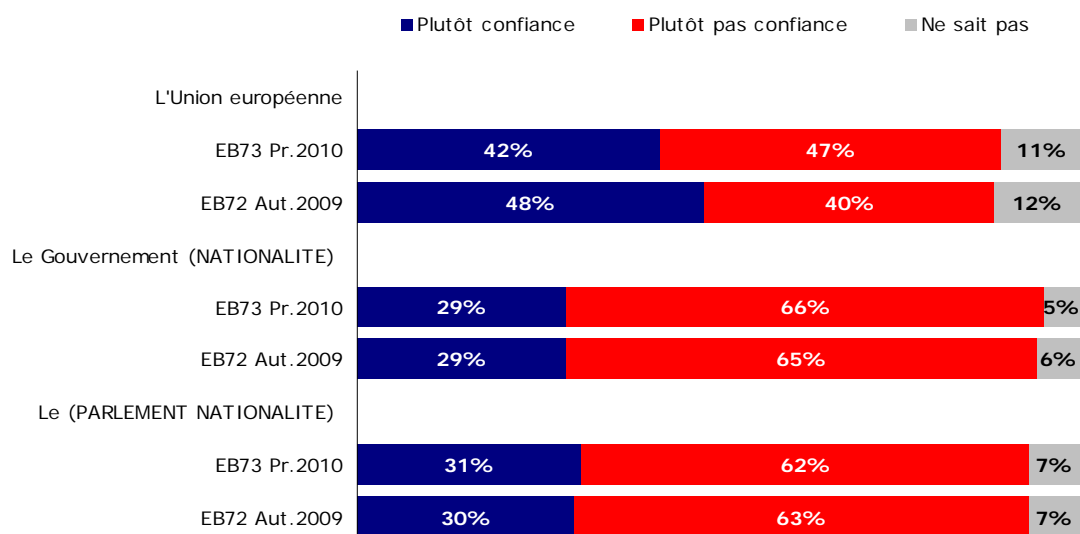
¹⁵ Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Islande à l'Union européenne : http://ec.europa.eu/enlargement/press_corner/key_documents/opinion-iceland_2010_fr.htm

2.2 Confiance dans l'Union européenne, le gouvernement national et le parlement national

- La confiance dans l'Union européenne perd du terrain, mais reste supérieure à la confiance dans les institutions nationales -

Après nous être intéressés au soutien et aux avantages de l'appartenance à l'Union, nous examinons la confiance accordée à l'Union européenne et aux gouvernements et parlements nationaux¹⁶. La confiance dans l'Union a été ébranlée, peut-être dans le sillage de la crise de la dette en Grèce et des doutes connexes sur la stabilité de l'euro. Si la confiance reste stable à l'égard des institutions nationales, en ce qui concerne l'Union, elle recule pour passer de 48 % à l'automne 2009 à 42 % au printemps 2010. Les Européens qui n'ont plutôt pas confiance dans l'Union sont aujourd'hui plus nombreux (47 %, +7 points). Les citoyens sont néanmoins beaucoup plus nombreux à faire confiance à l'Union européenne qu'à leur parlement (31 %, +1) ou à leur gouvernement national (29 %, sans changement).

QA14.2+3+4 Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
- % UE

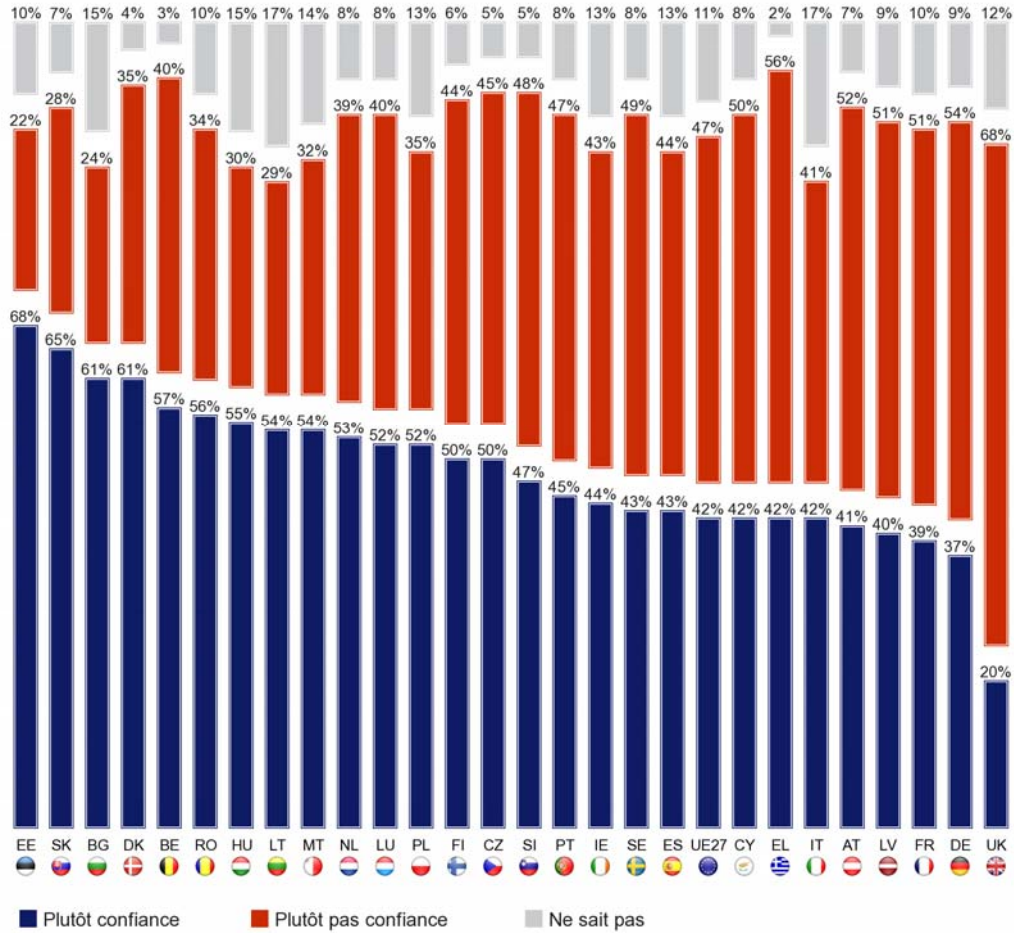


La confiance dans l'Union européenne culmine en Estonie (68 %), en Slovaquie (65 %), ainsi qu'en Bulgarie et au Danemark (61 % dans ces deux pays), tandis qu'une majorité de personnes interrogées se disent méfiantes envers l'Union européenne dans huit pays : le Royaume-Uni (68 % contre 20 % de confiance), largement sous la moyenne européenne, suivi par la Grèce (56 % contre 42 %), l'Allemagne (54 % contre 37 %), l'Autriche (52 % contre 41 %), la France (51 % contre 39 %), la Lettonie (51 % contre 40 %), Chypre (50 % contre 42 %) et la Suède (49 % contre 43 %).

¹⁶ QA14 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. 2. Le Gouvernement (NATIONALITÉ) 3. Le (PARLEMENT NATIONALITÉ) 4 L'Union européenne

QA14.4. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

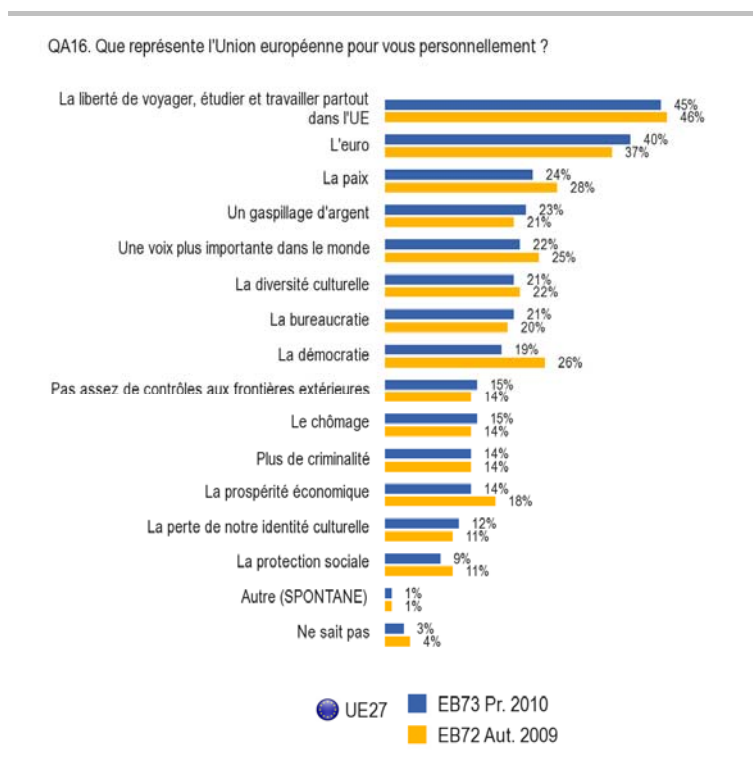
L'Union européenne



2.3 La signification de l'Union européenne pour les citoyens

- Le climat actuel influence la perception de l'Union parmi les Européens -

Il semble que la crise économique et financière a aussi influencé ce que l'Union européenne représente pour les Européens personnellement¹⁷ : d'une manière générale, les éléments positifs sont moins souvent cités qu'il y a six mois. Ainsi, la prospérité économique (14 %, -4) et une voix plus importante dans le monde (22 %, -3) sont aujourd'hui moins retenues, tandis que les mentions de l'euro ont augmenté (40 %, +3). Bien que la signification de l'Europe continue de s'illustrer en premier par la libre circulation (45 %, -1), plusieurs autres évolutions liées au climat actuel ont été constatées depuis l'automne 2009 : les identifications à la paix (24 %, -4) et à la démocratie (19 %, -7) s'étiolent, tandis que le sentiment que l'Union représente un gaspillage d'argent (23 %, +2) est un peu plus souvent exprimé.



Une comparaison entre les pays membres ou non de la zone euro révèle d'importantes différences : l'euro (49 %) est désigné plus souvent que la libre circulation (43 %) dans les pays appartenant à la zone euro, ce qui démontre à nouveau à quel point la crise de la dette a pu influencer l'opinion publique. À titre de comparaison, les personnes interrogées des pays n'appartenant pas à la zone euro mentionnent deux fois moins souvent l'euro (23 %), loin derrière la libre circulation (47 %).

¹⁷ QA16 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? La paix. La prospérité économique. La démocratie. La protection sociale. La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE. La diversité culturelle. Une voix plus importante dans le monde. L'euro. Le chômage. La bureaucratie. Un gaspillage d'argent. La perte de notre identité culturelle. Plus de criminalité. Pas assez de contrôles aux frontières extérieures.

QA16 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?

	La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	L'euro	La paix	Un gaspillage d'argent	Une voix plus importante dans le monde	La diversité culturelle	La bureaucratie	La démocratie	Le chômage	Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	La prospérité économique	Plus de criminalité	La perte de notre identité culturelle	La protection sociale
UE27	45%	40%	24%	23%	22%	21%	21%	19%	15%	15%	14%	14%	12%	9%
Zone euro	43%	49%	26%	26%	24%	23%	20%	19%	17%	15%	13%	15%	11%	10%
Hors zone euro	47%	23%	21%	19%	19%	18%	21%	19%	13%	14%	15%	11%	12%	9%
BE	45%	62%	32%	29%	26%	25%	17%	23%	18%	20%	21%	23%	9%	13%
BG	59%	22%	22%	9%	15%	24%	8%	32%	12%	6%	26%	7%	8%	23%
CZ	54%	31%	23%	30%	24%	16%	28%	17%	20%	23%	14%	25%	15%	7%
DK	61%	26%	44%	14%	27%	25%	32%	27%	8%	40%	18%	33%	11%	9%
DE	52%	53%	41%	45%	22%	27%	39%	25%	20%	20%	12%	26%	12%	9%
EE	71%	30%	22%	14%	16%	24%	20%	14%	10%	8%	11%	8%	11%	11%
IE	52%	49%	17%	11%	23%	18%	13%	16%	13%	7%	27%	8%	15%	12%
EL	41%	52%	31%	19%	29%	17%	10%	16%	27%	15%	13%	15%	20%	18%
ES	32%	48%	9%	12%	16%	16%	11%	14%	12%	9%	16%	5%	4%	8%
FR	47%	44%	30%	30%	25%	32%	16%	14%	18%	16%	7%	6%	14%	6%
IT	33%	42%	15%	10%	28%	16%	5%	20%	12%	11%	13%	11%	9%	14%
CY	62%	46%	36%	20%	21%	29%	11%	30%	46%	23%	12%	45%	24%	24%
LV	61%	13%	16%	17%	10%	13%	18%	10%	21%	5%	8%	8%	6%	8%
LT	66%	14%	14%	14%	11%	17%	12%	16%	8%	4%	19%	7%	9%	9%
LU	59%	46%	41%	20%	32%	28%	14%	22%	9%	19%	18%	16%	8%	12%
HU	48%	25%	20%	11%	19%	20%	14%	25%	25%	12%	14%	16%	4%	8%
MT	48%	31%	20%	14%	31%	15%	8%	20%	12%	7%	22%	3%	10%	16%
NL	53%	57%	30%	16%	35%	20%	27%	14%	5%	16%	22%	13%	12%	7%
AT	46%	62%	29%	52%	23%	22%	40%	22%	37%	37%	15%	50%	21%	17%
PL	57%	24%	20%	8%	24%	15%	19%	18%	8%	5%	15%	5%	6%	7%
PT	31%	42%	9%	13%	18%	21%	6%	14%	28%	11%	10%	18%	11%	9%
RO	53%	36%	25%	12%	13%	15%	8%	33%	17%	8%	26%	11%	8%	17%
SI	53%	56%	25%	28%	19%	21%	23%	14%	22%	11%	15%	25%	15%	12%
SK	57%	66%	15%	17%	25%	18%	14%	20%	17%	9%	21%	22%	11%	10%
FI	64%	57%	23%	30%	14%	25%	37%	10%	7%	15%	12%	19%	7%	7%
SE	68%	21%	42%	36%	37%	28%	43%	25%	7%	21%	12%	18%	9%	5%
UK	30%	15%	16%	28%	15%	18%	26%	10%	12%	20%	11%	9%	20%	6%
Pourcentage le plus élevé par pays										Pourcentage le plus bas par pays				
Pourcentage le plus élevé par item										Pourcentage le plus bas par item				

D'autre part, il convient de souligner que les deux premières propositions au niveau européen - **la liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE et l'euro** - sont les premiers éléments que les citoyens associent à l'Union européenne dans tous les pays étudiés.

La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE occupe la tête du classement dans 17 pays, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale et les pays nordiques.

L'euro est la première réponse donnée dans les dix autres Etats membres de l'Union, qui font tous partie de la zone euro.




En Islande, où la question était posée pour la première fois, les réponses s'écartent quelque peu de celles qui sont données dans l'Union : si les deux premiers choix sont similaires, la bureaucratie arrive en troisième position (37 % contre 21 % dans l'Union). Les autres aspects négatifs sont également plus souvent cités en Islande : la perte de l'identité culturelle (23 % contre 12 %), la criminalité accrue (20 % contre 14 %) ou l'insuffisance des contrôles aux frontières extérieures (20 % contre 15 %). À l'opposé, la paix (17 % contre 24 %), une voix plus forte dans le monde (14 % contre 22 %) ou la démocratie (10 % contre 19 %) sont moins mentionnées.

D'un point de vue sociologique, il est intéressant de remarquer tout d'abord que les personnes pour lesquelles l'euro symbolise l'Union européenne sont réparties de façon très homogène dans l'ensemble de la population européenne, sans clivages significatifs entre les catégories sociales.

Plus les personnes interrogées sont jeunes, aisés et favorisés sur le plan socio-économique, plus elles tendent toutefois à apprécier la liberté de voyager, d'étudier et de travailler dans l'Union. Cette liberté a par exemple été mentionnée par 61 % des étudiants, 54 % des personnes de 15 à 24 ans et 58 % des cadres dirigeants, contre 35 % des personnes au foyer, 36 % des retraités et 39 % des chômeurs.

Enfin, s'agissant des connotations négatives, nous constatons que les images d'une Europe caractérisée par la bureaucratie et le gaspillage d'argent ne sont pas liées aux mêmes paramètres sociaux. L'idée du gaspillage d'argent en Europe est beaucoup plus profondément ancrée chez les personnes les moins éduquées (29 %) que chez celles qui sont restées le plus longtemps dans l'enseignement à temps plein (20 %), chez les personnes qui se situent au bas de la hiérarchie sociale (29 %) que chez celles qui occupent le sommet de l'échelle sociale (19 %) et chez les travailleurs manuels (26 %) que chez les cadres dirigeants (19 %). Dans le cas de la bureaucratie, le tableau s'inverse : cette impression est par exemple plus répandue chez les personnes interrogées les plus éduquées (26 %) que chez les moins éduquées (17 %) et chez les cadres (29 %) que chez les travailleurs manuels (20 %).

QA16 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?

	La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	L'euro	La paix	Un gaspillage d'argent	Une voix plus importante dans le monde	La diversité culturelle	La bureaucratie
UE27	45%	40%	24%	23%	22%	21%	21%
Age							
 15-24	54%	40%	21%	14%	23%	25%	13%
25-39	49%	43%	21%	19%	23%	24%	19%
40-54	45%	41%	24%	26%	23%	21%	23%
55 +	37%	37%	28%	28%	21%	17%	23%
Age de fin d'études							
 15-	29%	39%	22%	29%	15%	12%	17%
16-19	43%	39%	23%	26%	22%	19%	21%
20+	56%	42%	29%	20%	29%	31%	26%
Toujours étudiant	61%	42%	26%	12%	26%	29%	13%
Profession de l'interviewé							
 Indépendants	47%	42%	21%	21%	27%	21%	22%
Cadres	58%	43%	30%	19%	27%	32%	29%
Autres employés	48%	44%	22%	21%	25%	22%	21%
Ouvriers	44%	40%	21%	26%	20%	20%	20%
Hommes/ femmes au foyer	35%	43%	17%	21%	18%	16%	14%
Chômeurs	39%	37%	18%	24%	17%	17%	20%
Retraités	36%	36%	30%	29%	20%	17%	22%
Etudiants	61%	42%	26%	12%	26%	29%	13%
Auto-positionnement sur l'escalier social							
Bas (1-4)	38%	38%	20%	29%	16%	18%	19%
Moyen (5-6)	46%	40%	25%	23%	22%	21%	21%
Haut (7-10)	50%	42%	27%	19%	30%	24%	21%

3. LES EUROPEENS ET LA CRISE

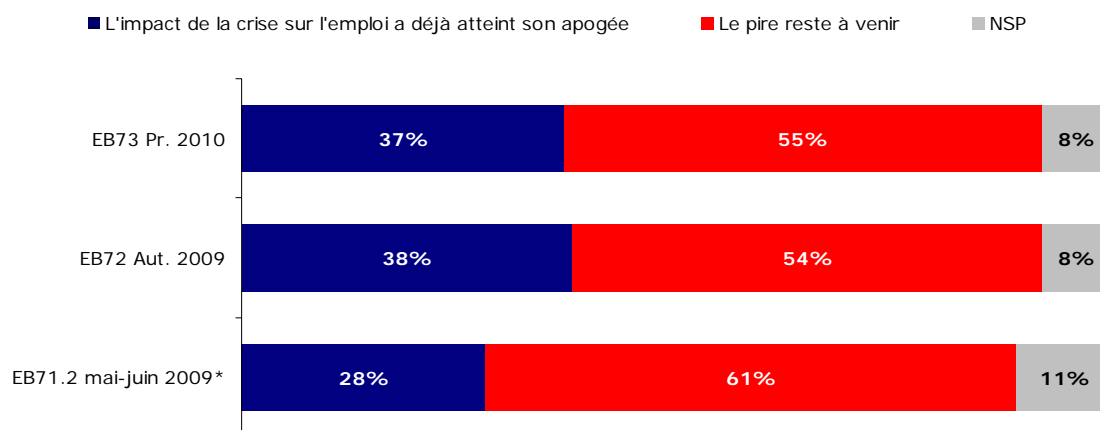
3.1 La crise économique : a-t-elle atteint son apogée ou le pire est-il encore à venir ?

- Une majorité d'Européens continuent à penser que le pire reste à venir -

Au cours des quelques dernières années, l'Eurobaromètre a suivi de près l'effet de la crise économique. À mesure que la crise évoluait, les perceptions négatives de la situation économique se sont intensifiées. Ensuite, la crise de la dette du printemps 2010 a frappé au moment précis où la récession semblait s'atténuer, au troisième trimestre 2009. Cette étude sonde l'état d'esprit de la population au lendemain de ce printemps chahuté¹⁸.

On pourrait penser que la conjonction entre la reprise économique et la crise de la dette explique pourquoi dans l'ensemble, l'opinion publique ne s'est pas modifiée depuis l'automne 2009. Le sentiment que le pire reste à venir demeure prépondérant dans l'opinion publique (55 %, +1), tandis qu'un peu plus d'un tiers des Européens (37 %, -1) sont d'avis que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée.

QB1 [...] Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre - % UE



* EB71.2 n'était pas un Eurobaromètre Standard, mais une étude sur "La politique européenne sociale et de l'emploi".

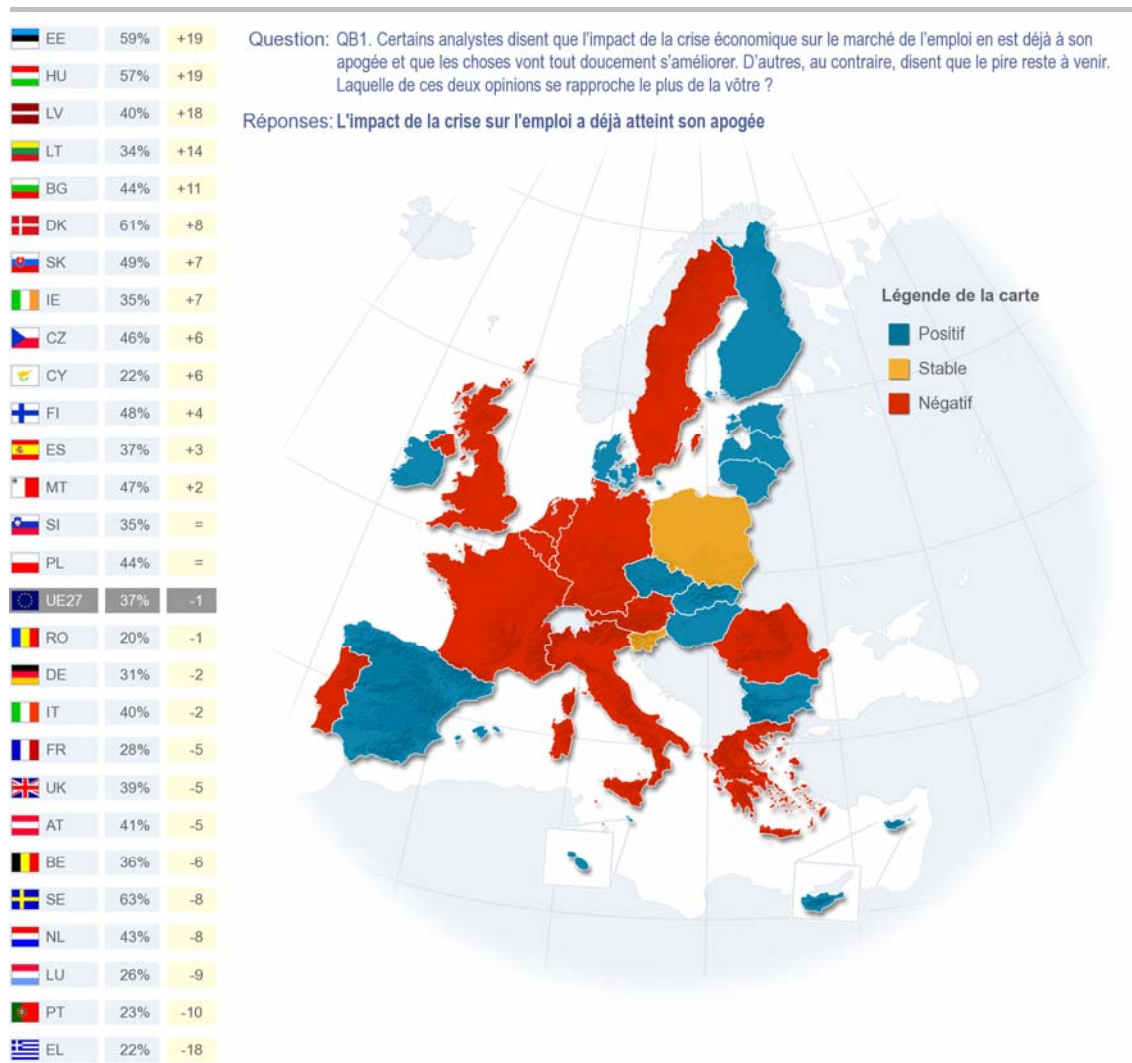
La véritable explication tient toutefois à ce que les disparités nationales sensibles aboutissent au final à un tableau général stable, les augmentations et les diminutions s'annulant mutuellement. Ces profonds écarts dans l'opinion publique entre les pays reflètent précisément la situation actuelle du cycle électoral et des performances économiques dans les États membres de l'Union : si pour certains, la reprise s'est déjà sans conteste amorcée, d'autres ont encore un long chemin à parcourir¹⁹.

¹⁸ D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

¹⁹ Prévisions économiques européennes pour le printemps 2010 (en anglais) :

http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2010/pdf/ee-2010-2_en.pdf

D'après l'étude, l'opinion selon laquelle « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée » a sensiblement progressé en Estonie et en Hongrie (+19 points dans ces deux pays), ainsi qu'en Lettonie (+18). À l'inverse, elle a enregistré la plus forte régression en Grèce (-18) et au Portugal (-10).



Après avoir constaté qu'une majorité des Européens (55 %) font preuve d'un certain pessimisme quant à l'effet de la crise économique sur le marché de l'emploi, l'analyse sociodémographique des résultats met en lumière quelques disparités entre les différentes catégories de personnes interrogées.



Ainsi, Le pessimisme des Européens paraît augmenter avec l'âge : 57 % des personnes âgées de 55 ans ou plus estiment que le pire reste à venir, contre 48 % dans la tranche de 15 à 24 ans.

L'appartenance à une catégorie socio-économique plus favorisée joue également un rôle, 51 % des cadres et 50 % des employés considérant que le pire reste à venir (contre 64 % des chômeurs et 62 % des personnes au foyer).

De même, 47 % des Européens se plaçant eux-mêmes au sommet de la hiérarchie sociale sont pessimistes, contre 66 % de ceux qui affirment se situer dans le bas de l'échelle sociale. Le même constat s'applique entre les personnes interrogées qui n'éprouvent pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (51 %) et celles qui peinent à payer leurs factures, qui tendent à craindre le pire (68 %).

Il convient en outre de relever le fait que les réponses à cette question fluctuent aussi selon l'orientation politique: les partisans de gauche sur le spectre politique sont nettement plus pessimistes (60 %) que les sympathisants de droite (50 %).

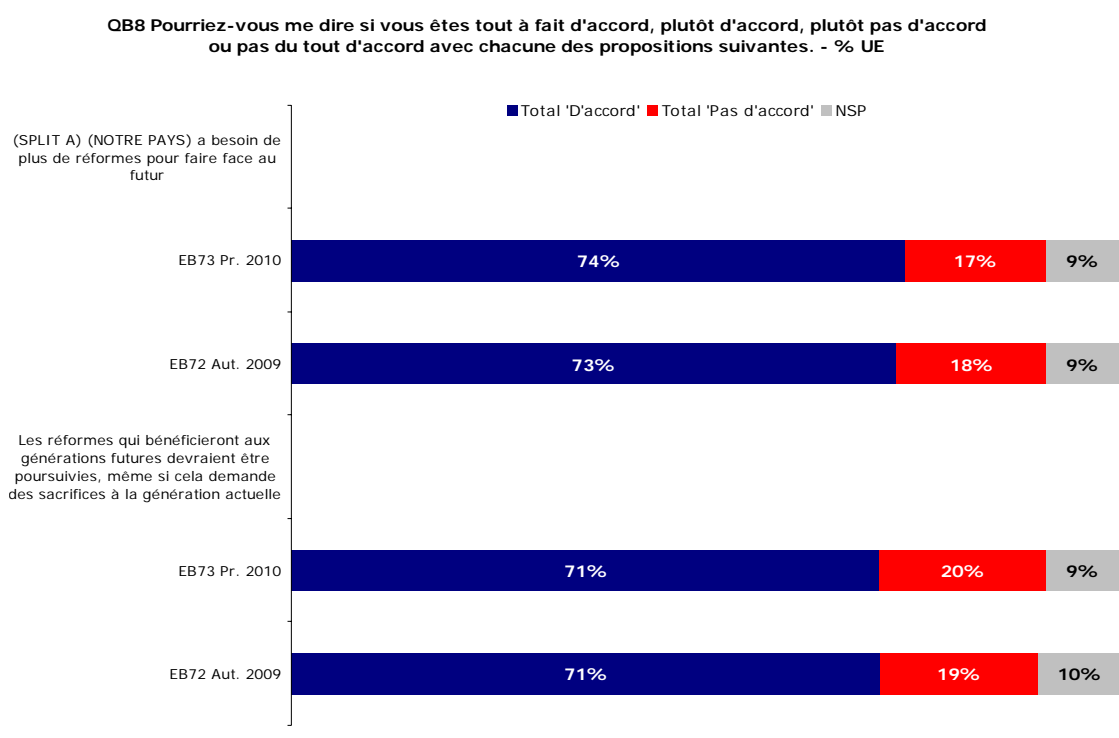
QB1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Le pire reste à venir	Ne sait pas
UE27	37%	55%	8%
Age			
 15-24	43%	48%	9%
25-39	39%	53%	8%
40-54	35%	58%	7%
55 +	33%	57%	10%
Profession de l'interviewé			
 Indépendants	38%	55%	7%
Cadres	43%	51%	6%
Autres employés	41%	50%	9%
Ouvriers	37%	56%	7%
Hommes/ femmes au foyer	29%	62%	9%
Chômeurs	28%	64%	8%
Retraités	33%	57%	10%
Etudiants	46%	43%	11%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	33%	60%	7%
(5-6) Centre	39%	53%	8%
(7-10) Droite	44%	50%	6%
Difficulté pour payer des factures			
La plupart du temps	24%	68%	8%
De temps en temps	32%	59%	9%
Pratiquement jamais	41%	51%	8%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	25%	66%	9%
Moyen (5-6)	38%	54%	8%
Haut (7-10)	46%	47%	7%

3.2 L'attitude des Européens à l'égard des réformes

- Les réformes et les sacrifices sont indispensables pour faire face au futur -

Non seulement les Européens pensent que la crise continuera de faire sentir ses effets à l'avenir, mais ils sont également persuadés que leur pays a besoin de plus de réformes pour faire face au futur (74 %) ²⁰ et que ces réformes doivent être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle (71 %) ²¹. Ces résultats sont restés stables depuis l'automne 2009.



L'analyse par pays fait apparaître des différences significatives : en Espagne (91 %), en Finlande (87 %), en Belgique (83 %), ainsi qu'en Bulgarie et au Royaume-Uni (82 % dans ces deux pays), les personnes interrogées manifestent **une demande soutenue de réformes supplémentaires**, et bien qu'elle y soit moins intense, la demande de réformes prévaut également en France (56 %), en Slovaquie et en Lituanie (62 % dans ces deux pays) et au Danemark (64 %).

De plus, même si les chiffres varient peu au niveau de l'Union européenne dans son ensemble, des évolutions prononcées peuvent en outre être constatées dans certains pays : en Grèce, les personnes interrogées appellent aujourd'hui moins à l'adoption de réformes supplémentaires (70 %, -18 points), tandis que le désir de réformes s'est aiguisé au Luxembourg (71 %, +8), en Hongrie (73 %, +8) et à Malte (80 %, +8).

²⁰ Il convient de noter que cette question a été posée à une moitié de l'échantillon (questions "split").

²¹ QB8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. 3. Les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies, même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle. 4. (NOTRE PAYS) a besoin de plus de réformes pour faire face au futur.

































Les différences nationales sont les plus exacerbées en ce qui concerne la nécessité perçue de **poursuivre les réformes même si elles impliquent des sacrifices** pour la génération actuelle : la solidarité intergénérationnelle est la plus solide dans les pays nordiques, par exemple en Finlande (88 %), au Danemark (87 %) et en Suède (87 %), et la plus ténue en Lettonie et en Lituanie (45 % dans ces deux pays). Le souhait de réformes qui bénéficient aux générations futures reste élevé en Grèce, malgré un certain recul (68 %, -10), et il est plus répandu en Irlande (72 %, +9) et à Malte (70 %, +8).

3.3 Les déficits publics

- Réduire le déficit public et la dette : nécessité ou préoccupation ? -

Lorsque les questions se font plus précises, l'étude révèle qu'une grande majorité d'Européens (74 %) conviennent que « les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées »²².

QB8.8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées

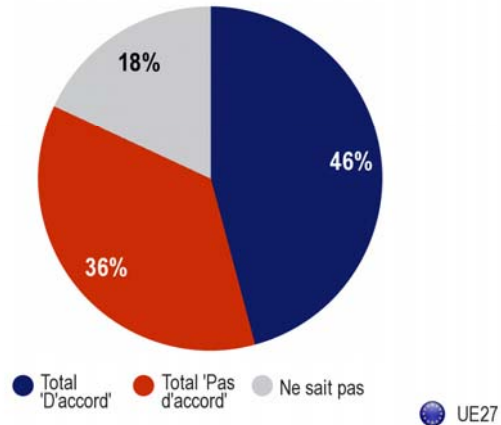
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	NSP
 UE27	74%	15%	11%
 SE	85%	10%	5%
 HU	84%	12%	4%
 DE	83%	12%	5%
 BE	82%	14%	4%
 CY	82%	6%	12%
 CZ	80%	13%	7%
 EL	80%	15%	5%
 SI	80%	13%	7%
 MT	79%	8%	13%
 FI	79%	12%	9%
 UK	79%	11%	10%
 AT	78%	18%	4%
 SK	78%	12%	10%
 NL	77%	17%	6%
 DK	76%	16%	8%
 IE	76%	12%	12%
 IT	76%	15%	9%
 LU	71%	20%	9%
 ES	69%	14%	17%
 LV	69%	20%	11%
 PL	66%	15%	19%
 FR	65%	21%	14%
 EE	62%	21%	17%
 LT	62%	19%	19%
 BG	59%	10%	31%
 PT	59%	22%	19%
 RO	56%	19%	25%
 HR	77%	15%	8%
 TR	55%	17%	28%
 MK	55%	22%	23%
 IS	76%	17%	7%

²² QB8.8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées. Cette question a été posée à la moitié de l'échantillon sur la base d'une sélection aléatoire.

Parallèlement à cela, seule une majorité relative (46 %) de la population européenne souscrit à l'affirmation selon laquelle « lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois »²³.

QB9.2. Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.










Lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois



²³ QB9.2 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois.

L'acceptation d'une augmentation du déficit public au profit de la création d'emplois n'est pas uniforme dans tous les pays, loin s'en faut. L'étude montre en particulier que dans les pays où des réformes ont récemment été mises en œuvre (Grèce et Allemagne) ou sont à l'ordre du jour (Pays-Bas), l'opinion publique s'oppose davantage à un tel accroissement du déficit public.

QB9.2 (...) Lors d'une crise financière et économique internationale, il est nécessaire d'augmenter les déficits publics afin de créer des emplois

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Pays avec les plus fortes différences positives et négatives de Total 'D'accord' - Total 'Pas d'accord'
 UE27	46%	36%	+ 10
Zone euro	41%	42%	- 1
Hors zone euro	55%	27%	+ 28
 SK	66%	21%	+ 45
 SE	66%	25%	+ 41
 IE	58%	18%	+ 40
 FI	65%	25%	+ 40
⋮	⋮	⋮	⋮
 LV	35%	48%	- 13
 NL	37%	51%	- 14
 DE	37%	52%	- 15
 EL	37%	53%	- 16

Tous ces résultats indiquent que les Européens ne savent pas précisément comment la reprise économique peut être stimulée au mieux. Cela résulte plus que probablement de la préoccupation générale liée au chômage, qui a été évoquée précédemment²⁴.

²⁴ Section 1.2 : Principaux sujets de préoccupation au niveau national et au niveau personnel (page 9).

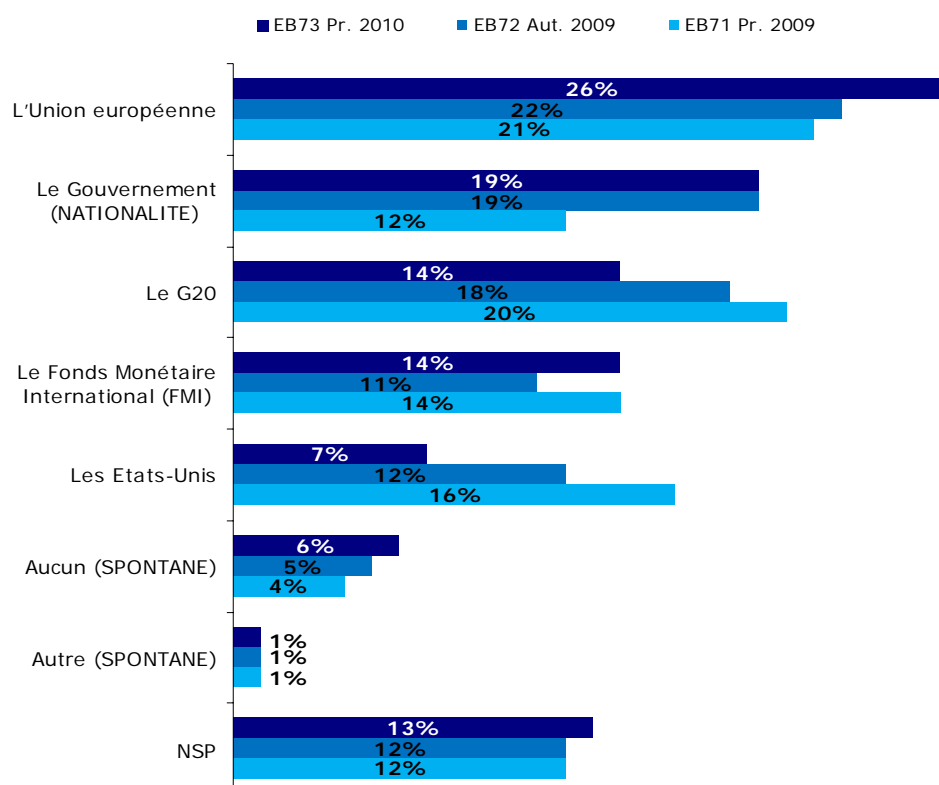
4. PERCEPTION DU ROLE DE L'UNION EUROPEENNE DANS LA GESTION DE LA CRISE

4.1 L'Union européenne par rapport à d'autres acteurs internationaux

- Soutien accru à l'Union européenne et au FMI -

Malgré l'érosion de la confiance décrite plus haut, les citoyens considèrent aujourd'hui plus largement encore qu'à l'automne 2009 que l'Union européenne peut agir le plus efficacement contre les effets de la crise financière et économique. Les derniers résultats recueillis montrent une conviction renforcée parmi la population que l'Union européenne est l'acteur idéal (26 %, +4)²⁵. Le Fonds Monétaire International (FMI) jouit également d'une confiance accrue (14 %, +3), ce qui signifie peut-être que le grand public soutient les mesures adoptées par ces deux acteurs pour résoudre la crise de la dette en Grèce.

QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? - % UE (SPLIT A)



L'opinion selon laquelle l'Union européenne peut agir le plus efficacement contre les effets de la crise financière et économique est exprimée le plus vigoureusement en

²⁵ QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION) Le Gouvernement (NATIONALITÉ). L'Union européenne. Les États-Unis. Le G20. Le Fonds Monétaire International (FMI). Les personnes interrogées ne pouvaient donner qu'une seule réponse. Cette question a été posée à la moitié de l'échantillon (Split A) sur la base d'une sélection aléatoire.

Belgique (36 %) et en Pologne (35 %). Avec 33 %, la Grèce enregistre la quatrième proportion la plus importante de personnes interrogées qui adhèrent à cette affirmation, aux côtés de l'Espagne, de l'Italie, du Luxembourg et de Malte, même si en Grèce, comme nous l'avons observé précédemment, de nombreuses personnes interrogées (56 %) ne font pas confiance à l'Union européenne.

L'Union européenne est identifiée dans tous les pays comme la mieux à même d'agir efficacement, excepté la République tchèque (G20 : 36 %), la Lettonie (G20 : 22 %), la Hongrie (G20 : 28 %), les Pays-Bas (G20 : 34 %), la Roumanie (Gouvernement national : 42 %), la Finlande (FMI : 30 %), le Royaume-Uni (Gouvernement national : 35 %) et la Suède (Gouvernement national : 28 %).

QB3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (SPLIT A)

	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Les Etats-Unis
UE27	26%	19%	14%	14%	7%
BE	36%	10%	17%	19%	9%
BG	30%	23%	15%	8%	4%
CZ	13%	7%	36%	15%	14%
DK	19%	14%	16%	17%	19%
DE	27%	12%	20%	16%	5%
EE	28%	14%	18%	12%	6%
IE	29%	24%	6%	13%	9%
EL	33%	27%	7%	9%	4%
ES	33%	16%	9%	14%	11%
FR	22%	19%	14%	16%	6%
IT	33%	17%	7%	11%	9%
CY	34%	19%	12%	17%	4%
LV	19%	19%	22%	10%	9%
LT	29%	16%	12%	10%	10%
LU	33%	14%	19%	14%	5%
HU	24%	15%	28%	14%	8%
MT	33%	33%	7%	9%	5%
NL	22%	10%	34%	20%	4%
AT	23%	20%	9%	19%	6%
PL	35%	13%	9%	13%	7%
PT	28%	11%	8%	6%	12%
RO	24%	42%	9%	6%	5%
SI	32%	11%	11%	15%	8%
SK	32%	10%	22%	17%	5%
FI	22%	13%	17%	30%	10%
SE	21%	28%	18%	14%	4%
UK	9%	35%	13%	13%	8%

Pourcentage le plus élevé par pays *Pourcentage le plus bas par pays*

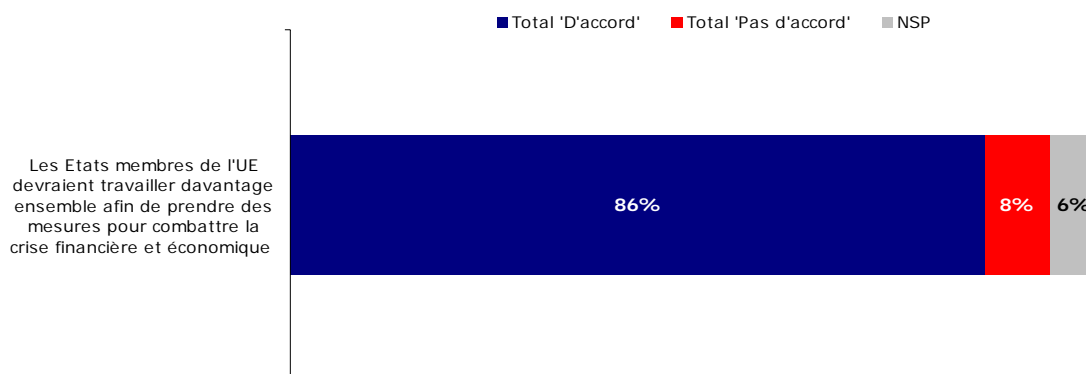
Pourcentage le plus élevé par item	Pourcentage le plus bas par item
------------------------------------	----------------------------------

4.2 La nécessité d'une coordination plus forte

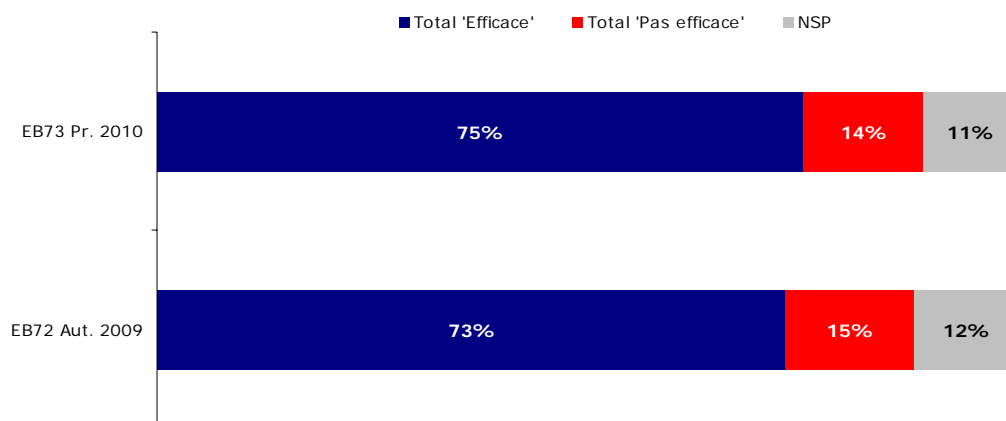
- Nette volonté d'une coordination accrue ... -

Les Européens expriment clairement le désir d'une plus forte coordination entre les États membres pour faire face à la crise économique et financière : 86 % des personnes interrogées sont d'avis que les États membres de l'Union devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique²⁶ et 75 % pensent qu'une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les États membres de l'Union serait efficace²⁷.

QB8.6 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. - % UE



QB10.3 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle. Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE - % UE



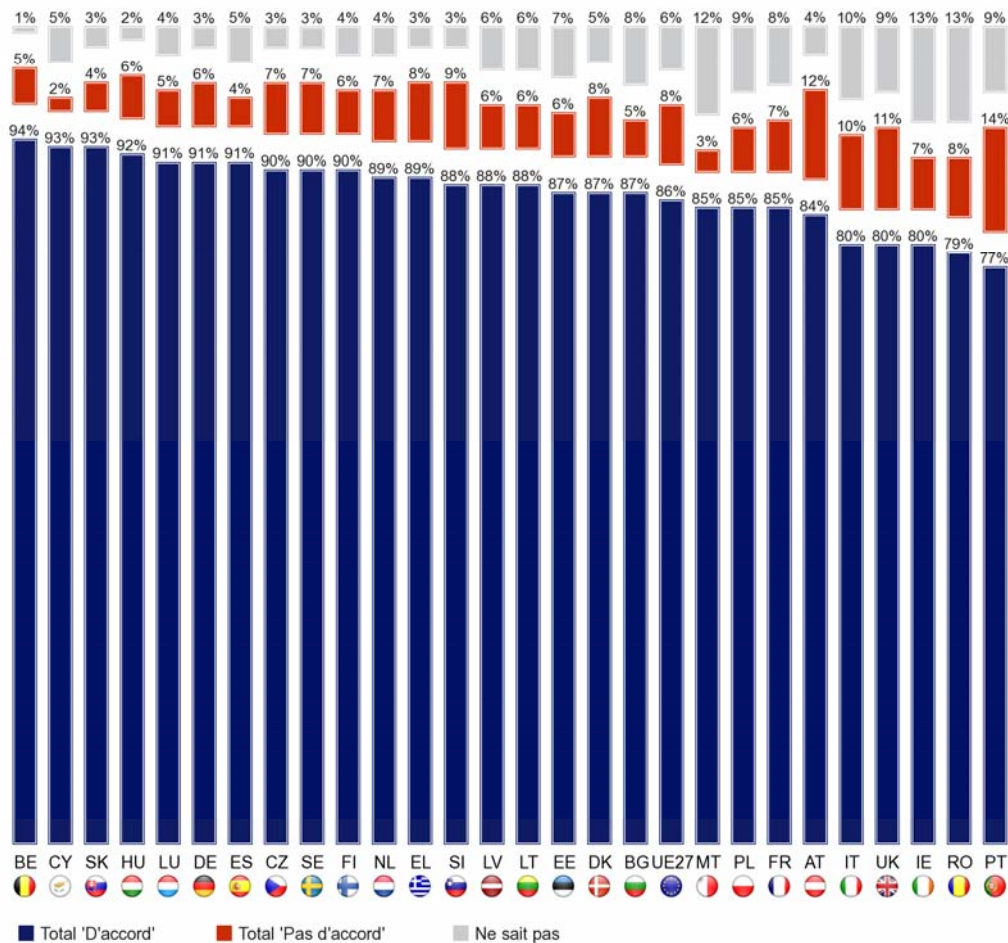
²⁶ QB8.6 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Les États membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique.

²⁷ QB10.3 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle. Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les États membres de l'UE. 1) Très efficace 2) Assez efficace 3) Pas vraiment efficace 4) Pas du tout efficace

En Belgique, en Slovaquie, à Chypre, en Grèce et en Allemagne, une demande claire est exprimée en faveur d'une coordination accrue entre les pays pour combattre la crise : les personnes interrogées dans ces pays sont les plus susceptibles d'approuver l'affirmation selon laquelle « les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique » et elles sont généralement convaincues de l'efficacité d'une « plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE ».

L'idée que **les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour prendre des mesures de lutte contre la crise financière et économique** est en effet citée par plus de neuf personnes interrogées sur 10 en Belgique (94 %), à Chypre et en Slovaquie (93 % dans ces deux pays), en Hongrie (92 %), ainsi qu'au Luxembourg, en Allemagne et en Espagne (91 % dans ces trois pays). De même, 85 % des personnes interrogées en France et 80 % en Italie et au Royaume-Uni appuient cette idée.





























QB8.6. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
 Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble afin de prendre des mesures pour combattre la crise financière et économique



En toute logique, les proportions les plus élevées de personnes interrogées estimant qu'une **plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE** serait efficace sont observées en Slovaquie (89 %), en Belgique et à Chypre (87 % dans ces deux pays), en Allemagne (85 %), ainsi qu'aux Pays-Bas et en Grèce (84 % dans ces deux pays).

Au niveau européen, les résultats sont plutôt stables par rapport à la fois précédente où cette question a été posée (automne 2009). La Finlande constitue une exception notable à cet égard, le soutien des personnes interrogées à cette mesure pour lutter contre la crise financière et économique s'y étant consolidé de 65 % à 78 % (+13 points).

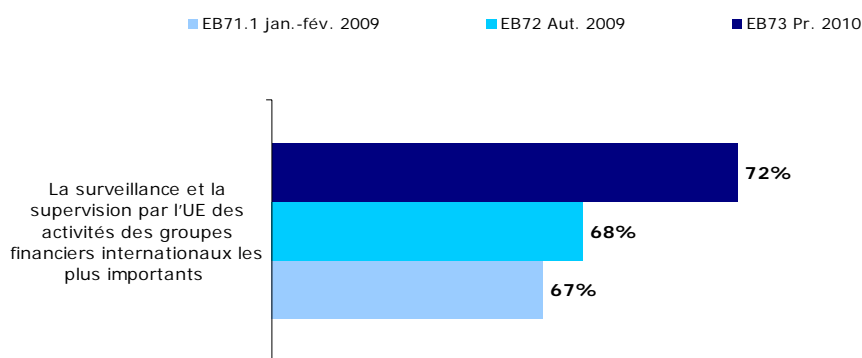
QB10.3 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle.
Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE

	Total 'Efficace'	Diff. EB73 Pr. 2010 - EB72 Aut. 2009	Total 'Pas efficace'	Diff. EB73 Pr. 2010 - EB72 Aut. 2009	Ne sait pas	Diff. EB73 Pr. 2010 - EB72 Aut. 2009
 UE27	75%	+2	14%	-1	11%	-1
 SK	89%	+6	5%	-5	6%	-1
 BE	87%	+7	10%	-5	3%	-2
 CY	87%	+1	6%	+1	7%	-2
 DE	85%	+7	11%	-4	4%	-3
 EL	84%	-2	13%	+2	3%	=
 NL	84%	+5	11%	-4	5%	-1
 ES	83%	+2	8%	-1	9%	-1
 LU	81%	+6	13%	-1	6%	-5
 SI	81%	=	13%	+1	6%	-1
 DK	79%	+1	16%	=	5%	-1
 FR	78%	+2	9%	-2	13%	=
 FI	78%	+13	15%	-9	7%	-4
 IE	77%	+13	9%	=	14%	-13
 BG	76%	+1	7%	+1	17%	-2
 CZ	74%	-3	17%	+1	9%	+2
 MT	74%	-2	5%	+3	21%	-1
 AT	74%	+6	21%	-4	5%	-2
 IT	73%	-1	14%	-3	13%	+4
 PL	70%	+1	14%	+3	16%	-4
 RO	70%	+4	12%	+1	18%	-5
 SE	70%	=	23%	+1	7%	-1
 LT	67%	+1	16%	=	17%	-1
 LV	67%	+3	22%	+1	11%	-4
 HU	67%	-2	27%	+4	6%	-2
 EE	64%	+2	19%	=	17%	-2
 PT	62%	-2	27%	+8	11%	-6
 UK	60%	+1	22%	=	18%	-1

- ... et d'une surveillance et d'une supervision accrues par l'UE -

Une autre mesure dont les personnes interrogées estiment qu'elle serait particulièrement efficace pour combattre la crise financière et économique est « **la surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants** », qu'ils désignent à 72 %, soit quatre points de plus qu'à l'automne 2009 et cinq points de plus qu'au printemps 2009²⁸.

QB10.2 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle. - Réponse: Total 'Efficace' - % UE

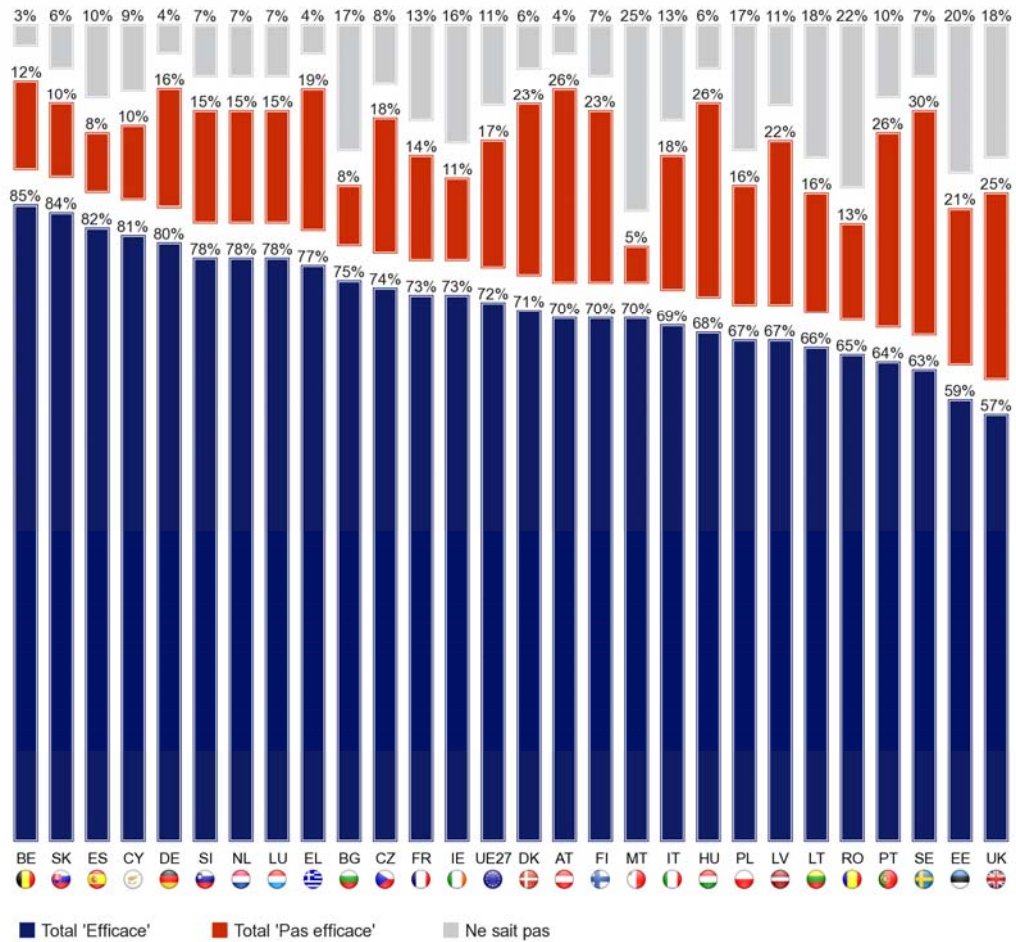


C'est en Belgique (85 %), en Slovaquie (84 %), en Espagne (82 %), à Chypre (81 %) et en Allemagne (80 %) que les personnes interrogées sont les plus enclines à penser que « **la surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants** » seraient efficaces pour combattre la crise.

²⁸ QB10.2 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle. La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants.

QB10.2. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise actuelle.

La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants



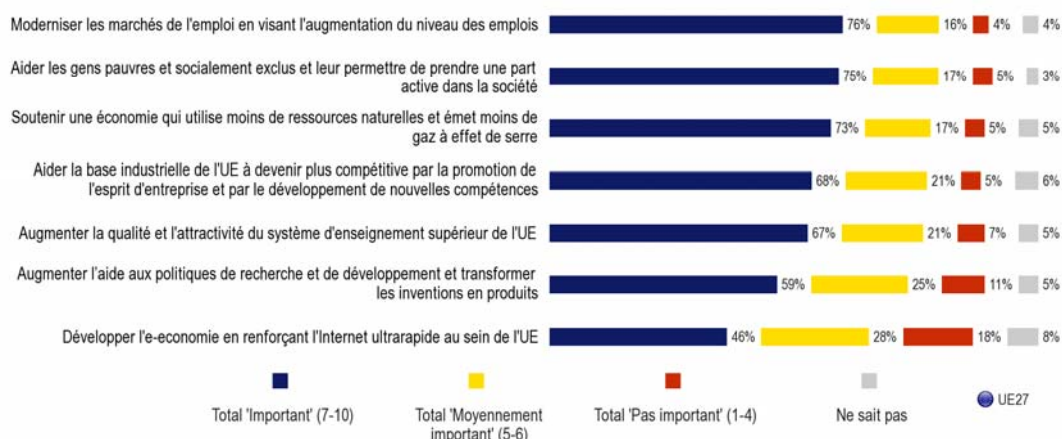
5. UNE STRATEGIE POUR LE FUTUR : « EUROPE 2020 »

- Large soutien aux mesures nécessaires pour préparer l'UE pour le futur -

L'Europe est confrontée à des défis structurels considérables, comme la mondialisation, le changement climatique et le vieillissement démographique, dont le ralentissement économique augmente davantage encore l'acuité. Le 3 mars 2010, la Commission européenne a lancé la stratégie « Europe 2020 » destinée à préparer l'économie de l'Union aux enjeux de la décennie à venir et qui vise à stimuler la croissance et à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, tout en rendant l'économie plus verte et plus innovante²⁹.

L'étude mesure le degré d'importance que les Européens attribuent aux initiatives « Europe 2020 »³⁰ et montre que la modernisation des marchés de l'emploi, en visant l'augmentation du niveau des emplois, caracole en tête (76 % « important »), ce qui met en exergue l'importance perçue de l'emploi. Une proportion presque équivalente d'Européens (75 %) estime toutefois que l'initiative consistant à aider les gens pauvres et socialement exclus et à leur permettre de prendre une part active dans la société est importante. Une économie plus verte figure également en bonne place dans la liste des priorités (73 %). Enfin, le public européen témoigne du plus faible intérêt pour l'initiative tendant à développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE (46 %).

QC1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



²⁹ <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/225>

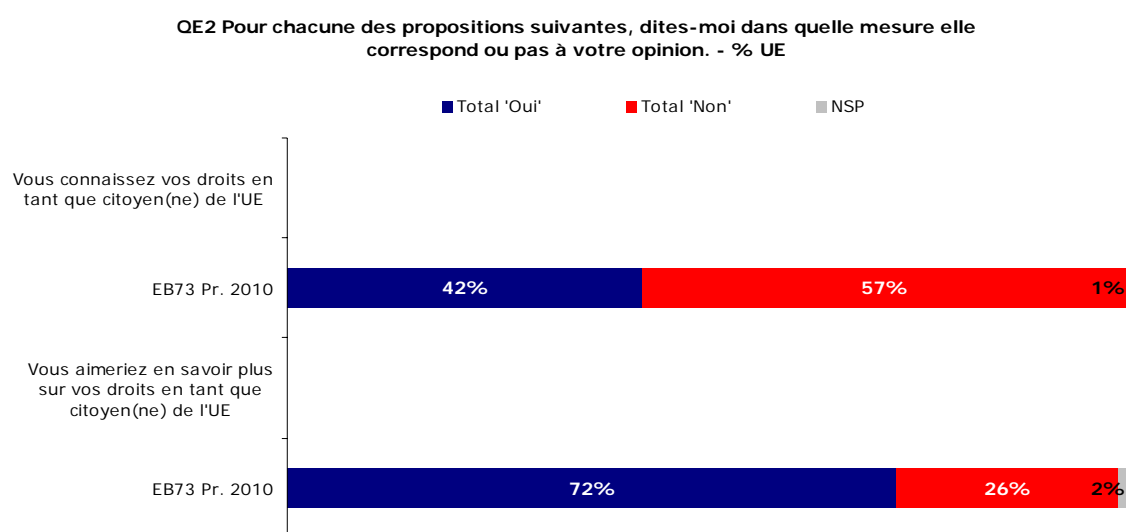
³⁰ QC1 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'Union européenne sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie « pas du tout importante » et '10' signifie « très importante ». 1. Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits. 2. Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE. 3. Développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE. 4. Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre. 5. Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences. 6. Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois. 7. Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société.

6. LA CITOYENNETE DE L'UNION EUROPEENNE

- Davantage d'informations sur les droits des citoyens de l'UE sont nécessaires -

Nous avons examiné précédemment ce que l'Union européenne représente pour les Européens. Mais connaissent-ils réellement leurs droits en tant que citoyens de l'UE ?³¹

L'étude montre que davantage d'information est nécessaire: seuls 42 % des Européens connaissent leurs droits et 72 % aimeraient en savoir plus.

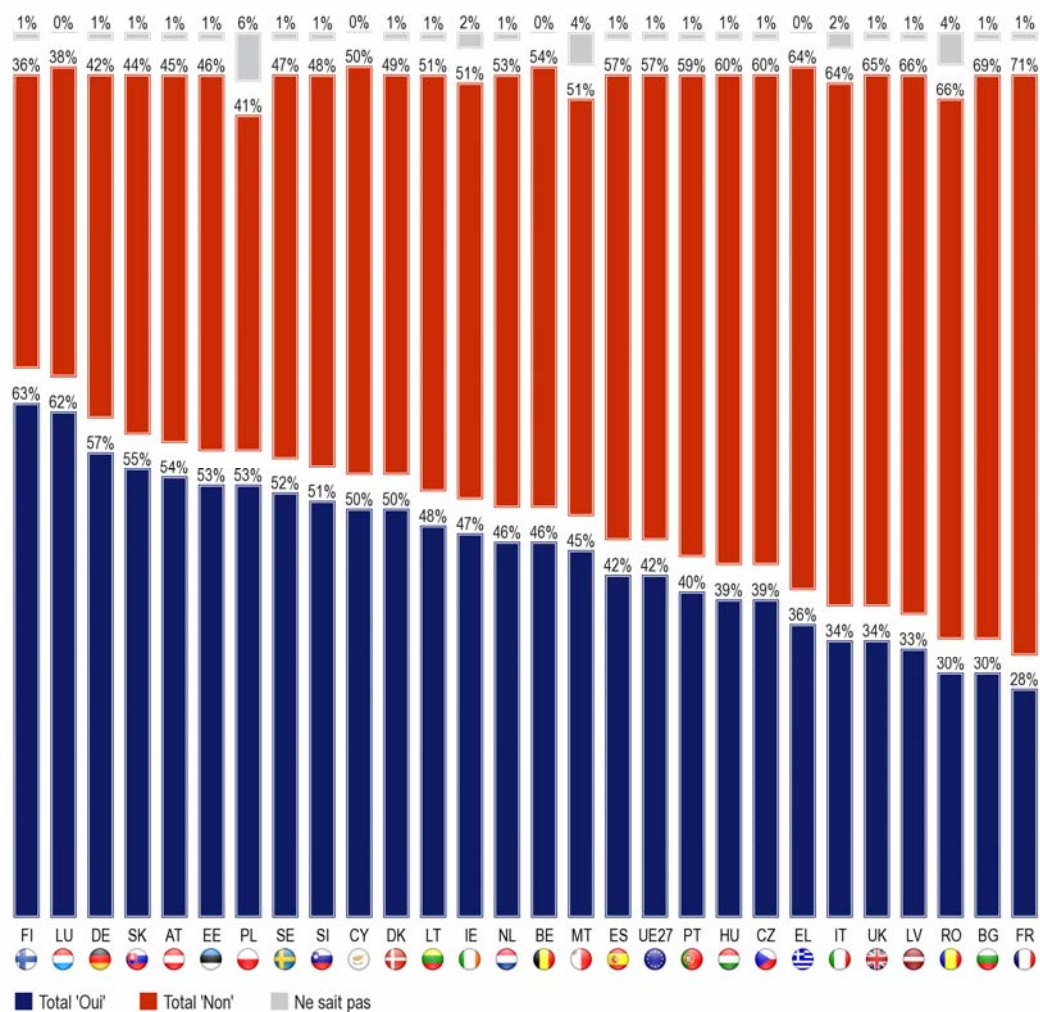


³¹ QE2 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion. 2. Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE. 3. Vous aimeriez en savoir plus sur vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE. 1) Oui, tout à fait 2) Oui, plutôt 3) Non, pas vraiment 4) Non, absolument pas.

Il ressort des résultats nationaux que dans 17 des 27 Etats membres, moins de la moitié des citoyens connaissent leurs droits. La nécessité d'une amélioration des connaissances se fait plus particulièrement sentir en France (28 % contre 71 % qui ne connaissent pas leurs droits), en Bulgarie (30 % contre 69 %) et en Roumanie (30 % contre 66 %).

QE2.2. Pour chacun des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE



Dans tous les États membres de l'Union européenne, une majorité de personnes interrogées partagent le désir d'en savoir plus sur leurs droits en tant que citoyens. L'intensité de ce sentiment fluctue toutefois quelque peu, les scores les plus élevés étant enregistrés à Chypre (95 % « oui » au total, dont 83 % « oui, tout à fait »), en Slovaquie (89 %) et à Malte (86 %). À l'inverse, les personnes interrogées sont les moins enthousiastes à l'idée d'en savoir plus sur leurs droits en Autriche (64 %) et au Royaume-Uni (53 %).



L'analyse sociodémographique des résultats révèle certaines disparités entre les catégories de personnes interrogées. Ainsi, plus les personnes interrogées sont éduquées et aisées, plus elles tendent à connaître leurs droits en tant que citoyens de l'Union européenne.

Les personnes qui ont suivi les études à temps plein les plus longues connaissent nettement mieux leurs droits en tant que citoyens de l'Union européenne que les personnes qui ont effectué les études les plus courtes (54 % contre 26 %).

L'appartenance à une catégorie socio-économique plus favorisée joue également un rôle, 60 % des cadres et 51 % des travailleurs indépendants considérant qu'ils connaissent leurs droits en tant que citoyens de l'UE (contre 31 % des personnes au foyer et 33 % des chômeurs).

Enfin, 54 % des Européens qui disent se situer au sommet de l'échelle sociale affirment connaître leurs droits en tant que citoyens de l'UE, contre 27 % des personnes interrogées qui se situent au bas de cette échelle. Le même constat prévaut pour les personnes interrogées qui n'ont presque jamais eu de difficultés à payer leurs factures (47 %) par rapport à celles qui peinent la plupart du temps à payer leurs factures, qui admettent à 72 % ignorer leurs droits en tant que citoyens de l'UE.

**QE2.2 Pour chacun des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.
Vous connaissez vos droits en tant que citoyen(ne) de l'UE**

	Total 'oui'	Total 'non'	Ne sait pas
UE27	42%	57%	1%
Age de fin d'études			
 15-	26%	72%	2%
16-19	42%	57%	1%
20+	54%	45%	1%
Toujours étudiant	52%	47%	1%
Profession de l'interviewé			
 Indépendants	51%	48%	1%
Cadres	60%	39%	1%
Autres employés	44%	55%	1%
Ouvriers	41%	58%	1%
Hommes/ femmes au foyer	31%	68%	1%
Chômeurs	33%	66%	1%
Retraités	34%	64%	2%
Etudiants	52%	47%	1%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	27%	71%	2%
Moyen (5-6)	43%	56%	1%
Haut (7-10)	54%	45%	1%
Difficulté pour payer des factures			
La plupart du temps	26%	72%	2%
De temps en temps	36%	62%	2%
Pratiquement jamais	47%	52%	1%

Conclusion

Au printemps 2010, la Grèce était confrontée à de graves problèmes budgétaires et le risque d'une contagion à d'autres Etats membres planait. Par le passé, les Eurobaromètres avaient déjà mis en exergue à quel point la crise économique et financière a influencé l'opinion publique européenne dans tous les domaines. Lorsque cette étude a été menée, à un moment où les mesures de stabilisation n'étaient pas encore pleinement opérationnelles, il semble que les répercussions de la « crise de la dette » exerçaient un effet plus sensible encore sur l'opinion publique :

- ◆ **Par comparaison avec l'automne 2009, la confiance de la population dans la situation économique est à présent plus faible, de même que ses attentes à court terme.** Ce constat s'applique particulièrement pour les économies nationales et l'économie européenne. Les Européens restent les plus critiques à l'égard de la situation de l'emploi dans leur pays.
- ◆ **Malgré l'impact de la crise économique sur l'opinion publique, les Européens sont plus positifs pour leur situation personnelle.** Plus de six Européens sur dix émettent un avis positif sur la situation financière de leur ménage et plus de la moitié d'entre eux évaluent positivement leur situation professionnelle actuelle.
- ◆ **En réalité, c'est le chômage qui est perçu comme le problème national le plus important,** quoique les niveaux de préoccupation soient légèrement inférieurs aujourd'hui qu'à l'automne 2009.
- ◆ Même si l'Europe est officiellement sortie de la récession, **le sentiment prépondérant est que la crise économique persiste,** bien qu'il existe au niveau national de profonds écarts, qui pourraient refléter les différents stades de reprise économique atteints dans les Etats membres de l'Union européenne.

- ◆ D'une manière générale, les Européens s'accordent à dire que **des réformes s'imposent pour mettre fin à la crise économique et financière** et que ces réformes doivent être poursuivies même si elles exigent certains sacrifices pour la génération actuelle. Une écrasante majorité estime que les mesures de réduction du déficit public et de la dette ne sauraient attendre. Les sacrifices acceptés ont toutefois une limite, une courte majorité seulement indiquant une préférence pour que les activités économiques soient soutenues au moyen de dépenses publiques / d'un déficit public. Les Européens sont hésitants quant aux meilleurs moyens de stimuler une réforme économique.
- ◆ Les Européens désirent fortement **davantage de coordination entre les Etats membres** pour surmonter la crise économique et financière.
- ◆ Les **mesures prises par l'Union européenne et le FMI afin de stabiliser le système financier et de résoudre la crise de la dette en Grèce ne sont pas passées inaperçues** : la confiance s'est renforcée dans la capacité de l'UE à agir efficacement contre les effets de la crise économique et financière, tandis que l'appréciation du FMI s'est également améliorée.
- ◆ Les citoyens accordent un **large soutien aux mesures présentées dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 »** destinée à préparer l'économie de l'Union aux enjeux de la prochaine décennie, mesures qui visent à stimuler la croissance et à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, tout en rendant l'économie plus verte et plus innovante .
- ◆ **Les Européens ne se sentent pas suffisamment informés sur leurs droits en tant que citoyens de l'UE** : moins de la moitié connaissent leurs droits et près des trois quarts aimeraient en savoir plus.

Bien que les Européens soutiennent les mesures actuelles et futures requises pour les protéger de nouvelles perturbations économiques, les principaux changements de l'opinion publique européenne à propos de l'Union depuis l'automne 2009 sont les suivants :

- ◆ **La crise de la dette a affecté le soutien des Européens à l'appartenance de leur pays à l'UE et ses avantages perçus.** À la lumière des résultats de cette vague, le soutien à l'appartenance à l'UE frôle le seuil atteint en 2001, dans la foulée de l'éclatement de la « bulle Internet ».
- ◆ **La confiance à l'égard de l'Union européenne a également été ébranlée.** Les Européens restent toutefois plus nombreux à accorder leur confiance à l'UE plutôt qu'à leur parlement ou à leur gouvernement national.
- ◆ **L'Europe présente une signification légèrement différente dans le climat actuel.** Bien que la libre circulation et l'euro continuent d'incarner le mieux l'esprit de l'Europe, les citoyens assimilent aujourd'hui moins souvent l'Europe à la prospérité économique, à la démocratie ou à la paix.

*

*

*

Spécifications techniques

Entre le 5 mai et le 28 mai 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 73.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction Générale Communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE 73.4 est un « EUROBAROMETRE STANDARD » et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 73 a été conduit également en Islande, dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les personnes interrogées et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREV.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.013	06/05/2010	27/05/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	05/05/2010	17/05/2010	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.021	07/05/2010	22/05/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	07/05/2010	25/05/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.515	06/05/2010	26/05/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	07/05/2010	24/05/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.014	07/05/2010	23/05/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	07/05/2010	23/05/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	08/05/2010	25/05/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.020	07/05/2010	27/05/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.028	07/05/2010	21/05/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	507	07/05/2010	23/05/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	07/05/2010	24/05/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.019	07/05/2010	21/05/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	505	07/05/2010	25/05/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.021	07/05/2010	23/05/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	07/05/2010	23/05/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO Österreichisches	1.013	07/05/2010	28/05/2010	13.288.200
AT	Autriche	Gallup-Institut	1.000	05/05/2010	24/05/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	08/05/2010	25/05/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	07/05/2010	24/05/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.020	07/05/2010	19/05/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.010	07/05/2010	23/05/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.027	08/05/2010	23/05/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.001	07/05/2010	25/05/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.050	06/05/2010	25/05/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.316	07/05/2010	23/05/2010	51.081.866
TOTAL UE27			26.641	05/05/2010	28/05/2010	406.834.359
IS	Islande Comm.	Capacent	526	07/05/2010	24/05/2010	252.277
CY(tcc)	chypriote turque	Kadem	500	07/05/2010	23/05/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	07/05/2010	25/05/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	07/05/2010	25/05/2010	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédonie	TNS Brima	1.048	07/05/2010	13/05/2010	1.678.404
TOTAL			30.715	05/05/2010	28/05/2010	465.386.179

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points